

Le financement bancaire des entreprises en Guyane

Synthèse

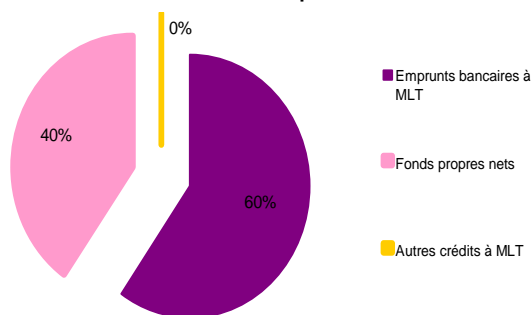
La Guyane comprend environ 10 300 entreprises, dont 8 500 dans le champs ICS¹. Elles mobilisent plus de 33 000 emplois, et sont très majoritairement constituées d'entreprises sans salarié (69 %). Les entités juridiques les mieux représentées sont les SARL (33 %) et les sociétés civiles et associations (48 %). D'après le Fichier Bancaire des Entreprises (FIBEN), les emprunts bancaires représentent une part importante (57 %) des ressources financières des entreprises guyanaises, caractérisées par la faiblesse structurelle de leurs fonds propres. Le soutien apporté par le système bancaire au financement des entreprises ne s'est cependant fortement renforcé qu'à partir de 2005, en liaison avec le regain d'activité économique et l'assainissement du portefeuille des établissements bancaires. Des conditions de financement plus attractives ont également favorisé cette évolution qui traduit un repositionnement d'une partie des établissements de crédit sur le marché des entreprises. L'encours sain octroyé à cette clientèle a ainsi pratiquement doublé en 9 ans, atteignant près de 930 millions d'€ à fin 2007.

D'un point de vue sectoriel, le financement d'opérations immobilières reste prédominant sur la période mais un rattrapage est observé en fin de période avec l'accroissement du financement d'opérations concernant les secteurs les plus dynamiques de l'économie (BTP, commerce et industrie). Cette participation du système bancaire au financement de l'économie est primordiale, alors que la Guyane est confrontée à de nombreux défis qu'elle doit relever comme une croissance démographique exponentielle (+3,7 % en moyenne par an), un chômage élevé (20,6 % de la population active) et un PIB par habitant qui stagne².

I – La part des banques dans le financement des entreprises

La structure du financement des entreprises a été déterminée à partir des données extraites de la base FIBEN (Fichier Bancaire des Entreprises) qui centralise les informations comptables des entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 0,75 million d'€. L'échantillon observé est composé de 566 entreprises (sociétés non financières et entreprises individuelles) pour lesquelles une documentation comptable a été intégrée dans la base pour trois exercices consécutifs (2004, 2005 et 2006).

Financement des entreprises à MLT en 2006



Source : FIBEN

Les ressources financières des entreprises sont constituées à 63 % de ressources à moyen long terme alors que les ressources à court terme n'en représentent que 37 %. En règle générale, les ressources structurelles des entreprises sont constituées de fonds propres (y compris les avances sur comptes courants d'associés bloqués) et de capitaux d'emprunts. En 2006, les ressources financières à moyen et long terme des entreprises guyanaises sont principalement alimentées par les emprunts bancaires, soit 60 % du total, le solde étant financé par les fonds propres nets. Le faible recours aux autres crédits à long terme, comme les emprunts obligataires, est lié à la taille limitée des entreprises guyanaises mais également à la faiblesse des garanties offertes qui limite l'accès à ce type de financement. A noter que les établissements de crédit ont davantage fait appel ces trois dernières

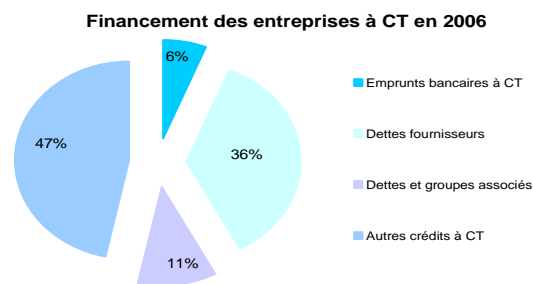
¹ Le champ ICS est constitué des entreprises des secteurs de l'industrie, la construction, le commerce et les services.

² Le PIB par habitant en volume ne progresse que de 0,2 % environ par an depuis les années 90.

années au Fonds DOM qui a multiplié par trois ses engagements sur la période 2004-2006 par rapport à la période 2001-2003.

En revanche, le financement bancaire ne représente que 6 % des ressources financières à court terme en 2006. Les fournisseurs participent fortement au financement³ à court terme, à hauteur de 36 % du total, les délais moyens de règlement des crédits fournisseurs étant, plus longs qu'en métropole. Les entreprises sont elles même fragilisées dans leur exploitation par le crédit client excessivement long, notamment dans le BTP (118 jours de chiffre d'affaires contre 71 en métropole).

Les autres crédits à court terme financent également l'activité à 47 %, dont 11 % pour les dettes fiscales et sociales, les avances et les autres dettes, les produits constatés d'avance constituant le solde.



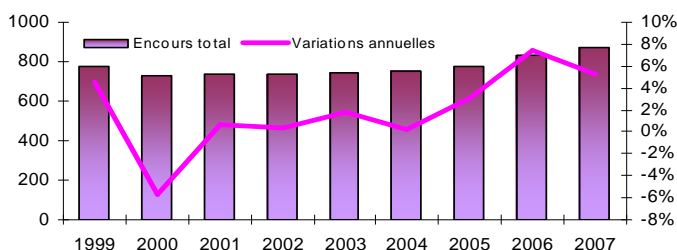
Source : FIBEN

II – Evolution et nature du financement bancaire des entreprises de 1998 à 2007

Une progression soutenue depuis trois ans⁴.

Entre 1998 et 2007, l'encours brut total des concours distribués par les établissements de crédit aux entreprises guyanaises enregistre une hausse modérée de 18,4 %, à 874 millions d'€, en raison de la forte diminution du volume des créances douteuses. L'encours sain affiche un rythme de croissance beaucoup plus vif (+ 77 %) pour s'établir à 809,7 millions d'€, fin 2007. Deux phases se distinguent au cours de la période sous revue : une croissance de l'encours brut irrégulière entre 1998 et 2003, suivie d'une nette reprise à partir de 2004 pour s'établir à + 7,4 % en 2006 et + 5,2 % en 2007. Elle intervient après une phase de resserrement de la distribution du crédit en Guyane, consécutive à la crise économique des années 1990 qui a eu un impact conséquent sur l'activité des entreprises. La part des établissements de crédit non installés localement dans le total des concours bancaires aux entreprises représente 65 % fin 2007, les opérateurs du logement social étant les principaux bénéficiaires.

Evolution des crédits accordés aux entreprises*
toutes zones confondues à fin décembre (en millions d'€)



Source : BAFI
* à périmètre constant

Les crédits d'exploitation ont quasiment doublé en quatre ans, leur part passant par ailleurs de 6 à 9 % du total. La part des crédits d'investissement (17 %) et des crédits immobiliers reste relativement stable (71%).

Un poids renforcé du système bancaire local dans l'encours sain

Les établissements de crédit locaux⁵ représentent environ 35 %⁶ du financement des entreprises du département fin 2007 (contre 51 % fin 1998). Le poids des établissements locaux dans l'encours sain (32 % fin 2007) se renforce de 4 points depuis fin 1998. La progression de l'encours sain⁸ (+104,1 % sur la période observée) a été particulièrement vive à partir de 2005 (+ 19,4 %). En moyenne, le

Répartition des encours de crédits aux entreprises par type de crédit

en millions d'€	déc-98	déc-03	déc-07 (*)	Part dans le total
Total	457,5	610,3	809,8	
Crédits d'exploitation	29,3	38,1	74,2	9%
Créances commerciales	3,7	6,5	9,2	1%
Crédits de trésorerie	14,6	14,7	29,4	4%
Comptes ordinaires débiteurs	11,0	16,9	35,6	4%
Crédits d'investissement	78,0	87,6	133,7	17%
Crédits d'équipement	78,0	81,6	124,3	15%
Crédits bail	0,0	6,0	9,4	1%
Crédits à l'habitat*	330,9	468,9	574,1	71%
Autres crédits	19,3	15,7	27,8	3%

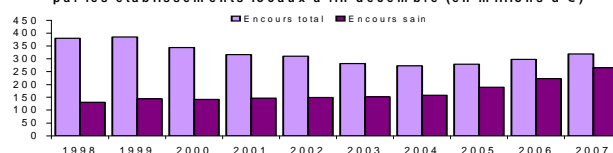
Crédits par agent

Crédits sains aux entreprises	457,5	610,3	809,8	50%
Crédits sains aux ménages	248,4	289,9	501,4	31%
Crédits sains aux collectivités locales	182,2	166,0	258,0	16%
Crédits sains aux autres agents	27,2	34,0	52,5	3%
Total	915,3	1 100	1 622	

Source : BAFI

* logement social, immobilier d'entreprise et secteur libre, à périmètre constant

Evolution des crédits accordés aux entreprises par les établissements locaux à fin décembre (en millions d'€)



Source : BAFI
* à périmètre constant

³ Le crédit fournisseurs est plus long en Guyane qu'en métropole : 100 jours contre 62 dans l'industrie, 74 jours contre 46 dans le commerce de détail (cf. Etudes sectorielles IEDOM, décembre 2006).

⁴ L'analyse est effectuée sur longue période à périmètre constant, elle exclut ainsi un nouvel établissement recensé à partir de 2006.

⁵ 12 établissements bancaires sont recensés fin 2007.

⁶ Hors bailleurs sociaux, cette part de marché est nettement plus élevée, représentant environ 84 % de l'encours total.

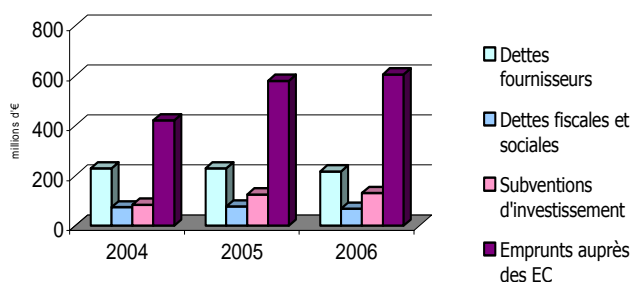
⁸ Hors créances jugées compromises par les établissements bancaires et déclassées en créances douteuses.

taux de croissance moyen annuel reste élevé à + 8,2 %. Sur la période de 2000 à 2004, les baisses de l'encours total observées, alors que la part saine reste stable, s'expliquent par le passage en pertes des créances jugées irrécouvrables par les établissements de crédit, les taux de provisionnement se situant en moyenne à hauteur de 81 % des encours bruts.

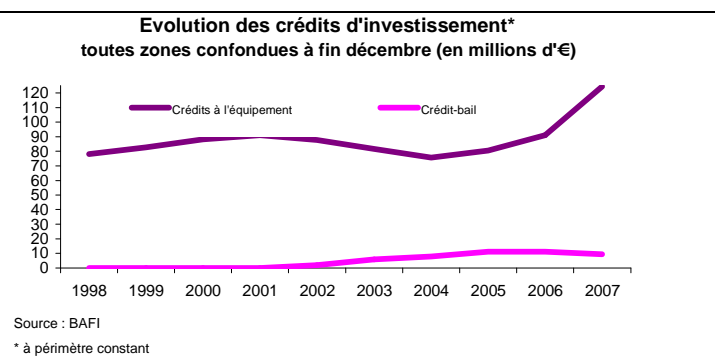
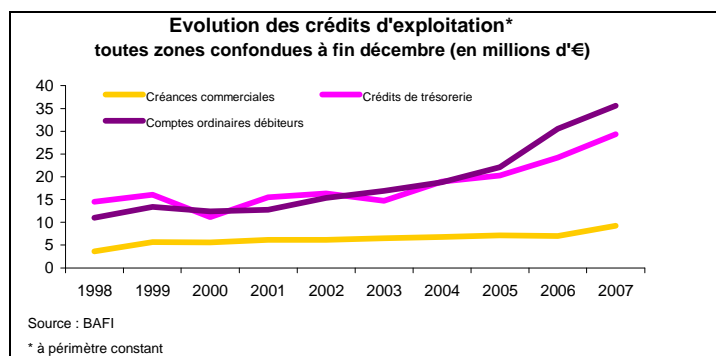
Une reprise des crédits d'investissement en fin de période et une progression continue des crédits d'exploitation.

L'analyse de l'évolution des encours sains par type de concours de 1998 à 2007 indique que la plus forte hausse concerne les crédits d'exploitation (+ 153,9 %) qui affichent une progression continue sur la période, devant les crédits immobiliers (+ 73,5 %). Les crédits d'investissement (+71,3 %) ont accentué leur reprise à partir de 2005. Cette relance va de pair avec la reprise économique amorcée en 2005 et amplifiée en 2006, sous l'effet conjugué d'une bonne orientation de l'investissement privé, des transferts de l'Etat et de l'impact du projet Soyouz⁹. Les données FIBEN, concernant l'échantillon d'entreprises analysé sur la période 2004-2006, confirment ces évolutions. En effet, globalement, les emprunts des entreprises auprès des établissements bancaires augmentent fortement (+ 44 %) ainsi que les subventions d'investissement (+ 55 %) tandis que les crédits fournisseurs (- 5 %) et les dettes fiscales et sociales (- 8 %) diminuent.

Le financement des entreprises

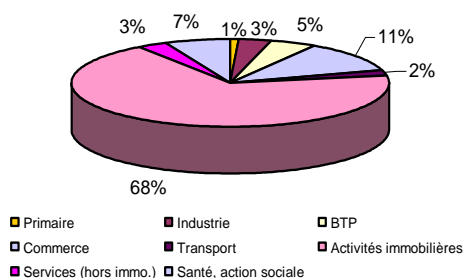


Source : FIBEN



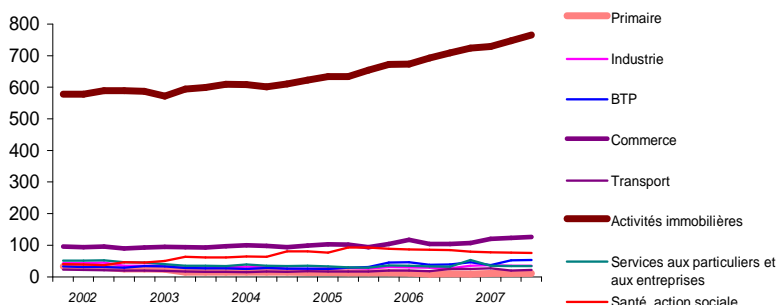
Les activités immobilières restent prédominantes.

Risques sur les entreprises de Guyane par secteur d'activité en 2007



Source : SCR

Evolution des risques sur les entreprises de Guyane



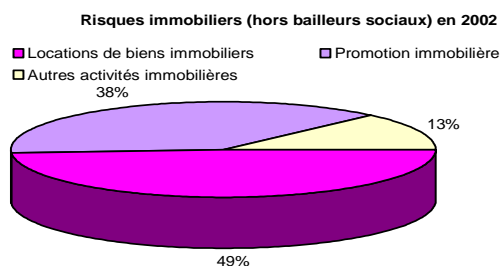
Source : SCR

Les activités immobilières représentent 68 % des engagements du secteur bancaire auprès des entreprises guyanaises à fin décembre 2007, en baisse d'un point entre 2002 et 2007. Le poids des services non marchands et des secteurs productifs de l'économie reste faible. En évolution, l'encours total des crédits aux entreprises recensés par le service central des risques (SCR) de la Banque de France affiche un taux de croissance en moyenne de 5,8 % entre 2002 et 2007. En fin de période, un rattrapage est constaté sur les secteurs les plus actifs de l'économie (BTP, commerce et industrie).

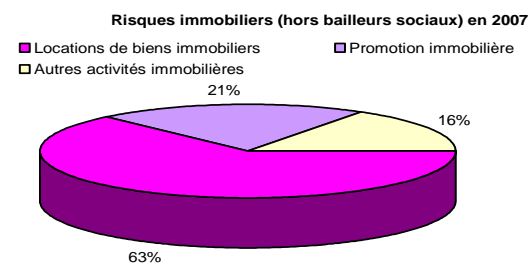
Nota Bene : La centrale des risques de la Banque de France recense les risques bancaires d'un montant supérieur à 25 000 € par guichet et par entité juridique.

⁹ Le PIB augmente de 6,4 % en volume en 2006 après 3,6 % en 2005, dans le même temps les transferts de l'Etat se sont accrus de 10 % en moyenne par an et les crédits à l'habitat des particuliers de 20 %.

Hors bailleurs sociaux, les services immobiliers représentent un encours de 164,0 millions d'€, en hausse de 34 % sur la période 2002-2007. Les activités de location de biens immobiliers (locaux commerciaux et logements) du secteur privé affichent leur dynamisme, avec une part de marché qui passe de 49 % à 63 % sur la période. Globalement, les concours sont constitués de crédits à moyen et long termes (86 % du total) notamment sur le secteur de la location.



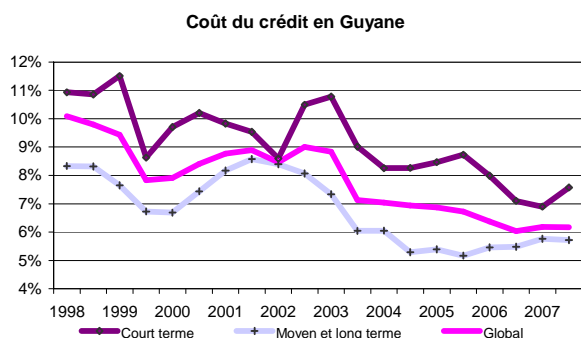
Source : SCR



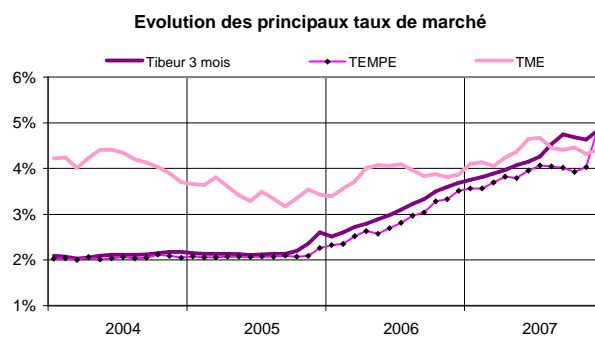
Source : SCR

Des conditions de financement aux entreprises plus attractives

Comme le montre les enquêtes menées par l'IEDOM auprès des établissements bancaires, les conditions débitrices appliquées aux crédits des entreprises ont suivi une tendance baissière depuis 1998. En effet, les taux appliqués au crédit à court terme s'établissaient à 7,58 % au mois d'août 2007 (contre 10,86 % en 1998) et à 5,72 % (contre 8,31 %) pour les concours à moyen long terme. Le taux global ressort ainsi à 6,17 % (- 3,63 points sur la période).



Source : IEDOM



Source : IEDOM

En fin de période, les hausses successives des taux directeurs décidées par la Banque Centrale Européenne n'ont eu qu'un faible impact sur l'évolution du coût du crédit aux entreprises du département. Cette faible réactivité des taux à la politique monétaire s'explique par une concurrence accrue qui conduit les établissements de crédit à resserrer leurs marges bancaires. Une légère remontée des taux a été néanmoins constatée au second semestre 2007 (+ 0,7 point).

Lexique

Les crédits à l'équipement sont octroyés à moyen long terme aux entreprises en vue de financer des biens d'investissement.

Les crédits immobiliers sont destinés au financement de logement, local commercial, terrain ou aux travaux de rénovation ou d'aménagement.

Les créances commerciales et les crédits de trésorerie sont des crédits d'exploitation. Ils ont pour objet de financer à court terme, un fonds de roulement.

Les comptes ordinaires débiteurs sont des découverts de comptes.